

Le problème est mondial

Une majorité de pays sont victimes de ce fléau

PAR LAURENT MOYSE

Le terrorisme est un phénomène qui n'est pas limité à un pays ou une région, et ses répercussions sur l'économie et le tourisme sont évidentes, a souligné Jagtar Basra, expert en matière de sécurité, lors d'une conférence organisée jeudi soir par l'Indian Business Chamber of Luxembourg et la Chambre de commerce luxembourgeoise.

En 2011, pas moins de 7.473 personnes ont été tuées lors d'actes de terrorisme, les principaux foyers étant le Moyen-Orient, l'Inde, le Pakistan et la Russie. Aucune région n'est épargnée: depuis 2001, sur 159 pays recensés, seuls 31 n'ont pas connu d'attaque terroriste sur leur territoire. L'orateur a observé que les médias ont une responsabilité dans la façon dont ils traitent ce problème, car plus ils en parlent, plus les conséquences sont importantes une fois l'acte perpétré. En termes de tourisme, par exemple, des pays tels que l'Indonésie et l'Égypte en ont beaucoup souffert ou en souffrent encore aujourd'hui. Quelle que soit la motivation des auteurs, dès lors que ces actes provoquent des pertes en vie humaine, ils sont intolérables, insiste Jagtar Basra.

Illustrant ses propos par quelques exemples, l'expert a indiqué que les attentats du 11 septembre 2001 ont coûté à la ville de New York 83 milliards de dollars. Il faut y ajouter les conséquences à long terme, à l'instar du manque à gagner en taxes immobilières, estimé à 200 millions de dollars. Ces attentats ont eu aussi un impact sur les marchés financiers, la Bourse de Wall Street n'ayant rouvert qu'au 17 septembre, soit sa plus longue fermeture de



D'après Jagtar Basra, expert en matière de sécurité, les attentats du 11 septembre 2001 ont coûté à la ville de New York 83 milliards de dollars. (PHOTO: ROMAIN SCHANG)

puis 1933. Au moment de cette réouverture, le marché a chuté de 71%, soit la plus forte baisse enregistrée en une seule journée. Cette baisse s'est répercutée sur d'autres places financières, notamment en Europe. Autres exemples: le coût de l'attentat à Oklahoma City en 1995, qui a fait 168 victimes, a été chiffré à 681 millions de dollars, tandis qu'à la suite de l'attentat à la bombe de l'IRA à Manchester en 1996, 40 % des commerces ayant subi des dommages n'ont plus rouvert.

Effort de prévention

Chef de la représentation de la Commission européenne au Li

embourg, Georges Bingen a dressé un catalogue de mesures lancées par l'Union européenne et axées principalement sur la prévention d'actes de terrorisme. L'UE s'est ainsi dotée d'une stratégie visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de jeunes combattants. En Syrie, par exemple, on estime qu'environ 2.000 militants armés prennent part au conflit civil, dont une partie provient de plusieurs pays européens. Par ailleurs, certains actes terroristes ont aussi été commis sur le territoire européen.

En 2011, la Commission européenne a lancé le réseau RAN (Radicalisation Awareness Network), dont l'objectif est d'échanger les expériences et les bonnes pratiques pour mieux lutter contre la radicalisation de jeunes militants. Au sein de ce réseau, environ 700 personnes travaillent ensemble, selon Georges Bingen. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, l'UE a arrêté une enveloppe budgétaire de 4,6 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Elle dispose par ailleurs d'un coordinateur officiel en la personne de Gilles de Kerchove, qui occupe ce poste depuis 2007.

D'autres mesures ont été prises au niveau européen, notamment pour assécher les sources de financement du terrorisme ou pour faciliter l'échange de données, notamment avec les États-Unis. Ce dernier point, en particulier, suscite un débat intense au niveau de l'UE du fait de la protection des données personnelles. Une révision législative est en cours sur ce sujet et un accord sur une nouvelle directive et un nouveau règlement est envisagé pour la fin de cette année.